

[PERSPECTIVE/AGRICULTURE]

JACQUELINE SAUZIER

(SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE)

«IL NOUS FAUT REVALORISER LES MÉTIERS CLÉS DU SECTEUR AGRICOLE»

À L'HEURE OÙ L'AGRICULTURE MAURICIENNE FAIT FACE À DES DÉFIS STRUCTURELS MAJEURS, LE PLAN STRATÉGIQUE 2024-2030 TRACE UNE TRAJECTOIRE AMBITIEUSE FONDÉE SUR LA DURABILITÉ, L'INNOVATION ET LA RÉSILIENCE. JACQUELINE SAUZIER, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE, NOUS EN DONNE UN ÉCLAIRAGE STRATÉGIQUE ET PROSPECTIF.

SANDRA ROUSSEAU

Le plan stratégique 2024-2030 du ministère de l'Agro-industrie met l'accent sur la durabilité, l'innovation et la résilience. Selon vous, comment la Chambre d'Agriculture et les producteurs peuvent-ils concrétiser ces objectifs, et qu'est-ce qui a déjà été réalisé à ce jour pour avancer vers cette transformation ?

Le plan stratégique 2024-2030 a été lancé le 30 septembre 2024 peu avant les élections, en novembre 2024. Il a manqué l'étape de l'opérationnalisation de la stratégie pour une implication claire et précise de tous les acteurs. Nous espérons qu'avec la tenue des Assises de l'Agriculture, cette étape sera discutée et chacun trouvera sa place dans l'espace agricole de notre souveraineté alimentaire. Cependant, il est clair que quelle que soit l'issue de ces Assises, la Chambre d'Agriculture et ses membres sont pleinement embarqués vers une production locale et de faire leur part des besoins de notre souveraineté alimentaire.

Pour attirer la nouvelle génération vers l'agriculture, il est impératif de concilier modernisation et durabilité. Quelles innovations, technologies ou pratiques nouvelles apparaissent comme prioritaires pour moderniser le secteur et encourager les jeunes à s'y engager ?

Il ne s'agit pas juste d'attirer la nouvelle génération vers l'agriculture, mais de rendre le secteur plus attrayant pour tous. Les métiers agricoles ont changé avec l'introduction de la technologie et la mécanisation. Pour cela, la Chambre d'Agriculture souhaite recenser et valoriser la diversité des emplois agricoles, qu'ils soient dans la canne, le maraîchage, l'industrie ou la manufacture. L'objectif est de mettre en avant les métiers manuels, techniques et d'encadrement, essentiels au

développement économique, actuellement en forte demande. La diffusion des technologies pour améliorer la performance agricole est cruciale. Pour cela, il est nécessaire de collaborer avec les centres de formation afin d'actualiser les cursus existants, de créer des programmes adaptés aux nouvelles technologies et de revaloriser les métiers clés du secteur.

La pandémie de la Covid-19 a mis en lumière l'importance de l'autosuffisance alimentaire. Que doivent faire la Chambre d'Agriculture et les producteurs pour renforcer la production locale ?

Effectivement, la fermeture de nos frontières pendant la pandémie a mis le projecteur sur ce secteur qui fut un temps un pilier important de l'économie. Cette pandémie a permis de mettre le doigt sur la complexité des circuits de distribution, entraînant une fragilité des producteurs qui dépendent des distributeurs. Cette pandémie a été suivie de près par la guerre en Ukraine qui a fragilisé encore plus la rentabilité des producteurs qui ont vu grimper en flèche le prix des intrants venant de l'importation. La solution évidente est de réduire notre dépendance aux intrants importés comme les semences ou la fertilisation ou de mettre en place des pratiques agroécologiques qui aident aussi à réduire l'utilisation des

produits phytosanitaires. Ces changements comportent non seulement des risques, des besoins d'investissements et de formation, mais nous permettent aussi d'être rassurés par rapport aux produits finis importés en compétition directe avec la production locale. Mais sans vrai *Market Information System* – qui fait quoi où et quand – cela devient difficile à implémenter. De plus, les risques fragilisent les producteurs.

Quelles sont vos recommandations ou orientations pour que l'agriculture mauricienne soit plus compétitive, durable et résiliente en 2026 ?

Il est indispensable de définir clairement les objectifs pour les cinq prochaines années et d'établir un plan d'action détaillé. Le plan stratégique 2024-2030 existe déjà, mais il doit être accompagné de mesures concrètes, et les Assises de l'Agriculture prévues début 2026 offriront un cadre idéal pour cela.

Afin de réaliser ces ambitions, une collaboration solide entre tous les acteurs du secteur demeure fondamentale. Ensemble, il est possible de dynamiser la main-d'œuvre agricole, d'accroître l'autonomie alimentaire et de renforcer l'économie locale. Le futur de l'agriculture dépend surtout de notre capacité à attirer une nouvelle génération vers ce secteur.

